

## CONSOMMATION et MÔDES DE VIE

ISSN 0295-9976

N° 62 - 30 novembre 1991

### La diffusion des craintes dans la société française

## Les « nouveaux » inquiets

Georges Hatchuel, Jean-Luc Volatier

*Les années 60 et 70 ont été principalement marquées, dans la plupart des pays occidentaux, par la montée des opinions « modernistes » sur le travail — notamment le travail féminin —, sur la famille et sur la société. Les années 80 et le début des années 90 ne semblent pas pouvoir être, à l'inverse, caractérisées par le développement d'un seul phénomène clé : montée de l'individualisme, déculpabilisation de l'argent, uniformisation des opinions ... Une précédente livraison de « Consommation et Modes de Vie » a déjà mis en évidence quelques-uns des changements principaux de la décennie 80.*

*Parmi les évolutions les plus significatives de cette période, la montée des inquiétudes mérite également d'être soulignée car elle touche simultanément plusieurs domaines différents : peur d'une maladie grave, peur d'un accident de la route, peur d'une agression dans la rue ou d'un accident de centrale nucléaire ...*

*Globalement, le nombre de Français « inquiets » a été multiplié par deux en dix ans. De fait, de nouvelles catégories de la population, appartenant aux couches moyennes de la société, expriment aujourd'hui une inquiétude diffuse.*

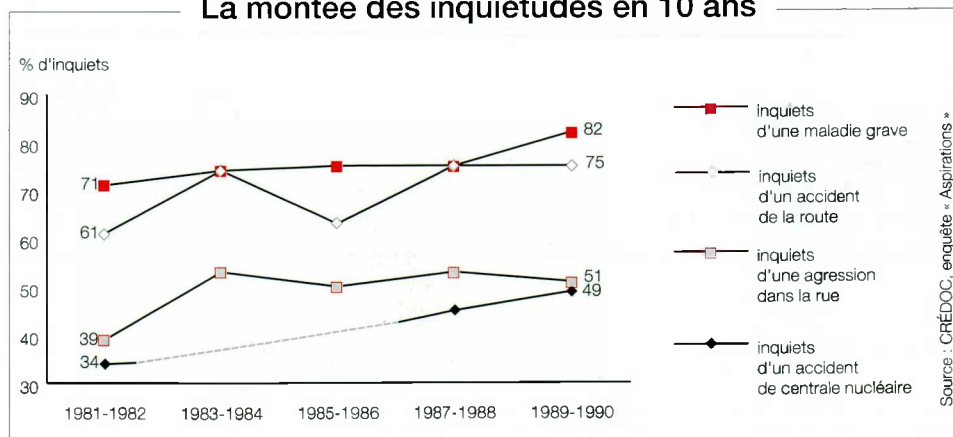
### La montée des inquiétudes

Les années de doute collectif, d'effondrement des idéologies et de morosité, qui ont constitué la fin de la décennie 80, se sont accompagnées d'une montée significative des inquiétudes dans la société française. Cette montée s'est concrétisée par une diffusion des craintes dans toutes les catégories de la population, même les moins inquiètes en 1981-1982, et non par la concentration de certaines inquiétudes uniquement dans quelques groupes que l'on pourrait considérer — à tort ou à raison — comme particulièrement « craintifs ». Il ne faut cependant pas exagérer outre mesure cet effet : les inquiets restent encore largement minoritaires (28%), même s'ils constituent aujourd'hui le tiers de certains groupes importants de la population.

L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC comporte depuis 10 ans diverses questions qui mesurent l'intensité de l'inquiétude de la population, « pour soi-même ou pour des proches », face à six sujets différents : la maladie grave, l'agression dans la rue, l'accident de la route, le chômage, la guerre et l'accident de centrale nucléaire.

Or toutes ces craintes ont significativement augmenté entre 1981 et 1990, sauf une : celle concernant le chômage, qui est restée stable, il est vrai à un niveau élevé (57% d'inquiets du chômage en 1989-90, comme en 1981-82). Mais il faut rappeler qu'une part importante de la population, part qui s'est accrue dans la période, n'est pas en pratique exposée à ce risque (retraités, inactifs, etc.). Quant à la peur de la guerre, elle était plutôt en nette décroissance dans les années 80, mais le conflit du Golfe a mis

La montée des inquiétudes en 10 ans



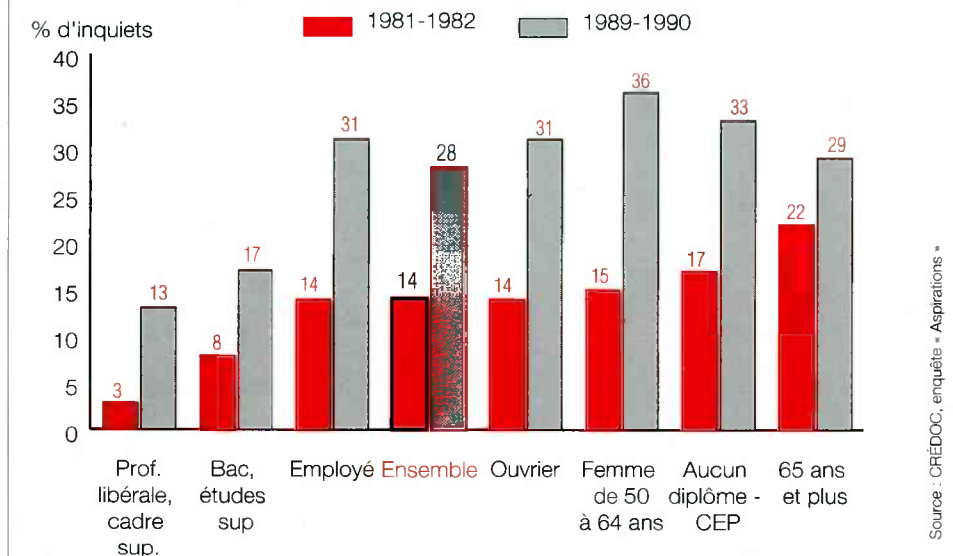
un coup d'arrêt à ce mouvement vers plus de sérénité : 54% des Français éprouvaient de l'inquiétude face au risque de guerre en 1981-82. Ils étaient 41% en fin 89, mais 68% en fin 90, juste avant la guerre du Golfe.

L'« indicateur d'inquiétude » élaboré par le CRÉDOC (voir encadré page 4)

On peut distinguer, au sein des catégories aujourd'hui les plus inquiètes, deux groupes différents : d'une part, les catégories habituellement « craintives », celles qui l'étaient il y a dix ans et qui le sont toujours. D'autre part, émergent en 1989-90 des « nouveaux » inquiets, des groupes qui, il y a dix ans, exprimaient une relative quiétude.

Les contraintes économiques semblent aussi peser sur le sentiment de crainte. Ainsi, ceux qui déclarent régulièrement s'imposer des restrictions expriment de plus grandes appréhensions que ceux qui ne s'en imposent pas (30% d'inquiets chez les premiers en 1989-90, contre 24% chez les seconds). La perception que l'on a de l'avenir influe aussi beaucoup : quand on estime que ses conditions de vie vont se détériorer dans un avenir proche, on exprime davantage de craintes.

### Des moins inquiets aux plus inquiets en 1981-1982 et 1989-1990



### Les « nouveaux » inquiets : les classes moyennes

En matière d'inquiétude, l'évolution de ces dix dernières années semble s'être principalement concrétisée par une diffusion des peurs dans des catégories socio-démographiques qui étaient relativement moins touchées au début des années 80 : les 25-34 ans, les femmes de 50 à 64 ans, les employés, les ouvriers et les foyers disposant de revenus moyens.

prend en compte quatre sujets d'inquiétude possibles ; ils concernent des domaines très différents, relatifs à des dangers aussi bien individuels (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que collectifs (accident de centrale nucléaire). Il montre un doublement de la population inquiète entre 1981 et 1990 : 14% en 1981-82, 28% en 1989-90.

On peut certes mettre en relation chacune des inquiétudes révélées avec des faits réels ou des thèmes au cœur de l'actualité : la crainte de la maladie grave avec le SIDA, la peur d'un accident de centrale nucléaire avec Tchernobyl, la crainte d'un accident de la route avec différentes opérations de grande envergure appelant à la prudence ... Mais la régularité des tendances laisse à penser qu'il s'agit là d'une évolution de fond.

D'ailleurs, l'indicateur traduit une inquiétude cumulée (personnes inquiètes sur quatre thèmes à la fois), qui ne peut donc se réduire à telle ou telle circonstance particulière.

### Toujours parmi les plus inquiets : les personnes âgées, les non-diplômés et les femmes

Bien sûr, toutes les catégories réellement inquiètes ne le déclarent pas forcément face à un enquêteur. Avec plus de facilité ou d'appréhension réellement plus forte, toujours est-il qu'aujourd'hui comme hier certains groupes de la population se déclarent plus inquiets que les autres : les personnes âgées (65 ans et plus), les retraités, les femmes et les personnes sans diplômes ou munies du seul certificat d'études, les traditionalistes en matière de mœurs.

L'appréhension est d'autant plus grande quand ces critères se cumulent : les femmes de plus de 65 ans, les inactives, les personnes de plus de 50 ans sans diplômes figurent au palmarès des plus craintifs (plus de 30% d'inquiets)

Or on remarque qu'il s'agit là de groupes importants du point de vue de leur poids démographique, ce qui traduit une montée de l'inquiétude dans les couches moyennes de la population française.

Les 25-34 ans sont-ils devenus moins insouciant, peut-être sous l'effet de la montée du chômage et de la menace du SIDA ? En tout état de cause, ils ont évolué sensiblement sur l'échelle des inquiétudes en 10 ans (+ 16 points), passant devant les plus jeunes (moins de 24 ans). Les craintes sont également montées bien plus rapidement chez les quinquagénaires (50-64 ans) que chez nos concitoyens les plus âgés. C'est surtout chez les femmes de 50 à 64 ans que l'accroissement des appréhensions a été le plus fort (+ 22 points, contre + 13 points en moyenne).

Enfin, pas plus inquiets que la moyenne en 1981-1982, les employés et les ouvriers le sont aujourd'hui un peu plus (+ 17 points dans la période), comme si l'on trouvait là le révélateur de l'influence de la crise économique, qui, en quelques années, a rendu plus précaire

l'activité professionnelle : « petits boulots », intérim, stages, contrats à durée déterminée touchent précisément, en premier lieu, ces groupes de population.

A l'inverse, quelques catégories « privilégiées » sont encore aujourd'hui très sereines. La montée des inquiétudes a, en particulier, été moins forte chez les habitants de Paris et de la petite couronne parisienne : ceux-ci figurent en bonne place parmi les plus « tranquilles » (19% d'entre eux sont « inquiets » en 1989-90, contre 28% en moyenne). C'est aussi le cas des cadres supérieurs et professions libérales comme des diplômés d'études supérieures. On note d'ailleurs qu'on est aujourd'hui encore plus craintif quand on ne dispose d'aucun diplôme qu'on ne l'était il y a dix ans.

## Réalisme ou peur incontrôlée ?

Le lecteur doit-il lui-même à son tour s'inquiéter de cette évolution de la société française ? Celle-ci deviendrait-elle irrationnellement « craintive » ? Mais poser ces questions, c'est d'abord s'interroger sur le caractère objectif ou subjectif de ces peurs.

Bien entendu, la fréquence des craintes peut s'expliquer, dans certains cas, par une vulnérabilité plus importante, comme par exemple pour les agressions dans la rue quand il s'agit des femmes et des personnes âgées. Mais les risques objectifs n'expliquent pas pourquoi les femmes sont plus inquiètes de l'éventualité de la maladie grave que les hommes, les personnes âgées plus craintives d'un accident de la route que les jeunes, et les non-diplômés plus inquiets d'un accident de centrale nucléaire que les titulaires d'un diplôme supérieur. L'appréciation des risques varie donc sensiblement d'une catégorie de population à l'autre sans que l'on puisse toujours l'expliquer objectivement.

Deux phénomènes parmi d'autres peuvent illustrer l'importance de la subjectivité dans l'affirmation de ses craintes.

D'une part, l'inquiétude à l'égard de l'accident de la route a augmenté en

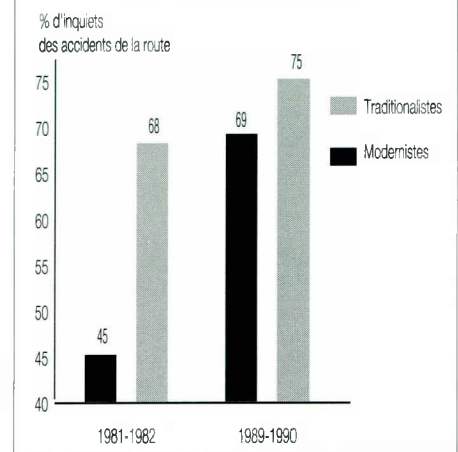
## Les traditionalistes sont toujours les plus inquiets...

Avoir des opinions traditionalistes en matière de mœurs rend-il plus inquiet ? Ou est-ce une inquiétude diffuse qui rend les Français plus circonspects vis-à-vis d'un certain modernisme dans les relations familiales ? En tout état de cause, ceux qu'on pourrait appeler les « traditionalistes » sont bien plus inquiets que les « modernistes ».

Dans cette étude, les « traditionalistes » sont ceux qui considèrent à la fois que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, ceux qui pensent que le mariage est une union indissoluble et que les femmes ne devraient jamais travailler : ils représentent 10% des Français au début 1991.

Ils s'opposent aux « modernistes », qui à la fois refusent de donner à la famille une image autarcique, prônent la possibilité de dissoudre le mariage par simple accord et optent pour la liberté des femmes de travailler (ils représentent 12% de la population).

### Accidents de la route : les modernistes rattrapent les traditionalistes



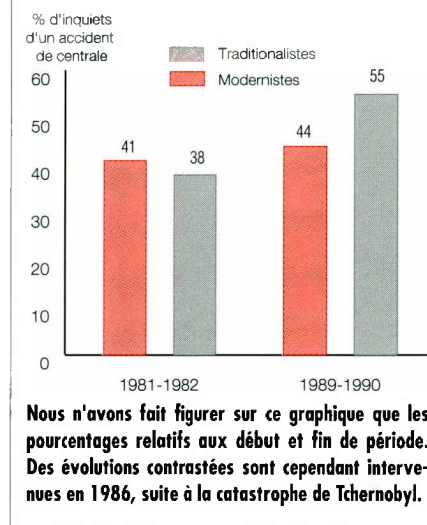
Que constate-t-on ? 35% des traditionalistes sont aujourd'hui « inquiets », contre une moyenne de 28% dans la population dans son ensemble et 15% chez les modernistes.

De fait, 86% des traditionalistes sont inquiets de la maladie grave (contre 69% des modernistes), 61% le sont d'une agression dans la rue (contre 32%) et 55% d'un accident de centrale nucléaire (contre 44%).

Les craintes ont cependant sensiblement évolué à l'intérieur de ces deux groupes dans la décennie 80 :

● Les traditionalistes ne sont pas, aujourd'hui, plus inquiets des accidents de la route que la moyenne des Français, alors qu'ils l'étaient plus en 1981-82. Ils craignent en revanche, plus que la moyenne, un accident de centrale nucléaire.

### Les accidents de centrale nucléaire inquiètent plus aujourd'hui les traditionalistes que les modernistes



● En 1981-1982, les modernistes étaient nettement moins inquiets que l'ensemble de la population, sauf à l'égard d'un accident de centrale nucléaire (41%, contre 34% dans l'ensemble). Ils sont aujourd'hui moins craintifs que l'ensemble des Français pour tous les types de risque, même si leur relative tranquillité vis-à-vis de l'accident de la route a fait place à une vraie appréhension (44% d'inquiets au début de période, 69% en fin).



dix ans de 14 points, alors que le nombre d'accidents a diminué de 29% entre 80 et 89 et le nombre de tués sur la route de 15%.

D'autre part, on remarque — sans vouloir parler d'un lien de causalité entre ces deux faits — que ceux qui déclarent regarder la télévision tous les jours sont plus inquiets que ceux qui ne la regardent jamais (29%, contre 21% en 1989-90).

Ne peut-on précisément trouver, dans cette subjectivité, un certain réconfort : sa mise en évidence n'est-elle pas, en elle-même, une incitation à rationaliser ses peurs ?

Pascal soulignait la difficulté de cette rationalisation et remarquait que tout le

## Un indicateur d'inquiétudes

Il existe de multiples sujets d'inquiétude possibles ne produisant pas le même type de « peurs ». Quatre ont été retenus pour élaborer notre « indicateur d'inquiétudes » : le risque d'une maladie grave, celui d'un accident de la route, celui d'une agression dans la rue et celui d'un accident de centrale nucléaire.

Conventionnellement, le risque de chômage n'a pas été retenu ici, car il ne peut concerner indifféremment toute la population. Celui de la guerre non plus, car la crise du Golfe a conduit à un accroissement conjoncturel considérable de cette « peur » en fin 1990.

Ont donc été considérés comme « inquiets » les Français déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus. De même, les « tranquilles » sont ceux n'ayant exprimé d'inquiétude sur aucun de ces quatre sujets.

Selon cet indicateur, 14% des Français étaient inquiets en 1981-82 ; ce pourcentage a doublé en 1989-90 (28%). De la même façon, les 14% de Français « tranquilles » de 1981-82 n'étaient plus que 7% en 1989-90.

monde, y compris le plus grand philosophe, pouvait avoir peur du vide, même sans être exposé à un risque objectif de chute. Le fait que les « peurs de société » soient au contraire ressenties plus ou moins intensément selon les catégories de population peut, a *contrario*, nous persuader que ces peurs sont maîtrisables.

## Contestation ou démission ?

Enfin, on peut aussi s'interroger sur les conséquences de cette diffusion des inquiétudes : a-t-elle pour effet une critique accrue de la société actuelle ? Ou se traduit-elle par un repli sur soi et ce qu'on pourrait appeler une certaine démission ?

Il est aujourd'hui bien difficile d'apprécier lequel de ces deux effets l'emporte. Car, d'une part, on relève que les opinions sur la nécessité de transformer la société par des réformes radicales ont augmenté ces dernières années et que ceux qui prônent des réformes radicales sont plus inquiets que la moyenne (34% contre 28%). Mais d'autre part, les Français « légitimistes », ceux qui approuvent le fonctionnement actuel de la société ou de certaines de ses institutions, sont aussi de plus en plus inquiets.

Les deux effets semblent donc bien, aujourd'hui, coexister au sein de la population. On peut, naturellement, se demander si ce n'est pas aussi de cette coexistence même que se nourrissent une partie des inquiétudes actuelles des Français.

## Pour en savoir plus

Les données utilisées ici sont issues du système d'enquêtes du CRÉDOC sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français ». Ces enquêtes sont réalisées, depuis 1978, en fin de chaque année. Chacune d'entre elles porte sur un échantillon de 2 000 personnes.

● Pour cette étude, nous avons regroupé deux à deux les années d'enquêtes. Autrement dit, les résultats présentés ici, relatifs à 1981-1982, ont trait aux données regroupées de fin 1981 et fin 1982 (échantillon total de 4 000 personnes). De même, les résultats de 1989-1990 ont trait aux enquêtes regroupées (4 000 individus) de fin 1989 et fin 1990.

CRÉDOC - Consommation et Modes de Vie

● Publication du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC)

● Directeur de la publication : Robert Rochefort

● Rédacteur en chef : Yvon Rendu

● Relations publiques : Brigitte Ezvan

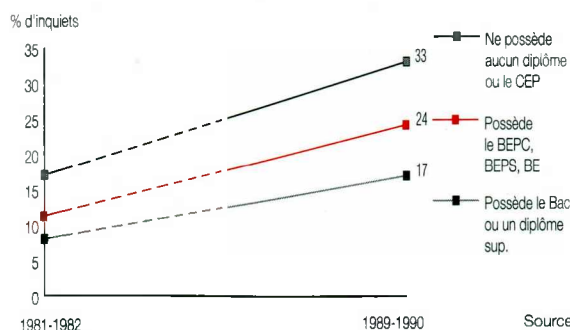
● 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris  
Tél. : (1) 40 77 85 00

● Diffusion par abonnement uniquement  
160 francs par an - Environ 10 numéros.

● Commission paritaire n° 2193 - AD/PC/DC

● Réalisation : La Souris : 45 21 09 61

## L'éventail des inquiétudes selon le niveau de diplôme s'élargit



**Dans le domaine des inquiétudes, l'écart entre non-diplômés et diplômés s'est accru en dix ans. Cette accentuation constitue une exception, car il y a eu dans la décennie plutôt une diffusion des inquiétudes qu'une concentration accrue dans certaines catégories.**

Source : CRÉDOC, enquête « Aspirations »